

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Mercredi 26 Novembre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

APS. Un officiel souligne les bons points du changement d'année de base des comptes nationaux

La mise à jour de l'instrument de mesure des comptes économiques nationaux, avec l'adoption de l'année 2021 comme base de référence, permet d'obtenir une image actualisée de l'économie nationale et une estimation plus précise du secteur informel, a déclaré, mardi, à Dakar, le secrétaire général du ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération. Le changement d'année de base, avec le remplacement de l'année 2014 par 2021, "permet d'obtenir une image actualisée et plus complète de notre économie à travers une meilleure valorisation des activités économiques", a souligné Mouhamadou Bamba Diop. Il permet aussi "une estimation plus précise du secteur informel, grâce aux nouvelles enquêtes réalisées", en plus d'avoir entraîné une revalorisation du PIB de "13,5 %", a-t-il ajouté. M. Diop intervenait lors de la cérémonie de publication des résultats du deuxième rebasing de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), le changement d'année de base des comptes nationaux.

<https://aps.sn/un-officiel-souligne-les-bons-points-du-changement-dannee-de-base-des-comptes-nationaux/>

LEJECOS. Calcul des agrégats macroéconomiques : Le Sénégal adopte la base 2021

Le Sénégal a adopté ce mardi, 25 novembre 2025, la nouvelle année de base 2021 pour le calcul du Produit intérieur brut (PIB) et des principaux agrégats macroéconomiques, remplaçant ainsi la base 2014, en vigueur depuis près de sept ans. Cette opération majeure de mise à jour statistique appelée rebasing constitue une étape déterminante pour améliorer la lecture de l'économie sénégalaise et aligner le pays sur les standards internationaux. La mise à jour des sources de données courantes, l'utilisation de nouvelles sources et les améliorations méthodologiques ont conduit à une réévaluation du Produit intérieur Brut (Pib) de 13,5%, par rapport à son niveau estimé dans la base 2014, pour ressortir à 17 316 milliards de francs Cfa en 2021. Cette revalorisation, d'après l'Ansd, est expliquée par la prise en compte de nouvelles sources de données (+11,64 points), la mise à jour des sources courantes et des classifications (+3,0 points) et des améliorations méthodologiques (-1,18 point).

https://www.lejecos.com/Calcul-des-agregats-macroeconomiques-Le-Senegal-adopte-la-base-2021_a29928.html

FINANCIAL AFRIK. Le Sénégal améliore son ratio dette/PIB avec un rebasage de ses comptes nationaux

Secoué par une « problématique de la dette » avec un passif estimé à 111,4 % de son PIB, selon une réévaluation du FMI, le Sénégal se positionne sur une nouvelle base économique (rebasings) pour rendre sa trajectoire de la dette plus saine et attirer les investisseurs. En effet, l'Agence nationale de la Statistique et de la.....



<https://www.financialafrik.com/2025/11/25/le-senegal-ameliore-son-ratio-dette-pib-avec-un-rebasage-de-ses-comptes-nationaux/>

SIKA FINANCE. Sénégal : Le PIB 2021 revalorisé à plus de 17 300 milliards FCFA grâce au rebasage

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-le-pib-2021-revalorise-a-plus-de-17-300-milliards-fcfa-grace-au-rebasage_57896

RTS. REBASING 2021 : JAKARTA, ANACARDE, ORPAILLAGE... LES ACTIVITÉS QUI FONT GRIMPER LE PIB DE 13,5 % PAR RAPPORT À 2014

L'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) a officialisé, ce mardi 25 novembre 2025, la mise à jour de l'année de base des comptes nationaux, désormais arrimés à 2021 au lieu de 2014. L'opération, conforme aux normes internationales du Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008), vise à offrir une lecture plus fidèle de l'économie sénégalaise en intégrant de nouvelles méthodologies, des sources actualisées et un périmètre élargi des activités productives. Un PIB revalorisé : +13,5 % en 2021. La révision est spectaculaire : le PIB 2021 passe de 15 261 milliards FCFA (ancienne base) à 17 316 milliards FCFA, soit une progression de 13,5 %, équivalant à 2 054,7 milliards réintégrés dans les comptes. Un bond largement attribuable à l'amélioration des données sur le secteur informel, au recalage des comptes par des enquêtes récentes, consommation des ménages, élevage, emploi, ainsi qu'à la prise en compte de nouvelles branches productives.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/rebasing-2021-jakarta-anacarde-orpailage-les-activites-qui-font-grimper-le-pib-de-135-par-rapport-a-2014>

SENEWEB. PRES 2026 : 44 projets pour 633 milliards F CFA

Le gouvernement sénégalais a inscrit dans la loi de finances initiale 2026 un portefeuille de 44 projets prioritaires, représentant un montant global de 633,7 milliards F CFA, dans le cadre du Plan de redressement économique et social (PRES 2026). Ces projets ciblent des secteurs jugés essentiels pour la transformation structurelle du pays : agriculture, santé, infrastructures, énergie, eau et assainissement, enseignement supérieur et protection sociale. La programmation inclut notamment la modernisation des routes et des ponts, le renforcement des centres de santé régionaux, des projets d'irrigation pour accroître la productivité agricole, ainsi que des programmes de filets sociaux destinés à protéger les ménages vulnérables. Au-delà de l'investissement public, le gouvernement met en avant la mobilisation du secteur privé et la création d'emplois dans les zones rurales et urbaines, afin de stimuler l'économie locale.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/pres-2026-44-projets-pour-633-milliards-f-cfa_n_475400.html

AGENCE ECOFIN. Marché carbone : le Sénégal et la Norvège ensemble pour appliquer l'Article 6 de l'Accord de Paris

Le marché carbone progresse en Afrique et attire des financements pour des projets d'énergie propre. Le Sénégal cherche à rejoindre cette dynamique en structurant sa coopération internationale pour appuyer ses actions climatiques. La Norvège et le Sénégal ont signé à la COP30, qui vient de s'achever au Brésil, un accord ouvrant la voie à la mise en œuvre de l'Article 6 de l'Accord de Paris. Cette coopération place le pays ouest-africain dans un mécanisme capable de mobiliser des financements



considérables liés à ses réductions d'émissions de gaz à effet de serre vérifiées. L'accord intervient alors que la Norvège a annoncé une enveloppe pouvant atteindre 740 millions de dollars américains pour soutenir des actions d'atténuation dans les pays en développement.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-industries/2611-133732-marche-carbone-le-senegal-et-la-norvege-ensemble-pour-appliquer-l-article-6-de-l-accord-de-paris>

SUD QUOTIDIEN. Aquaculture : un levier stratégique pour la souveraineté alimentaire

Selon la Fao, la production halieutique contribue à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des Sénégalais à hauteur de 29 kg/habitant/an, soit l'équivalent de plus de 70 pour cent des besoins en protéines animales des populations. Pour garantir le renforcement de la productivité à travers la sécurisation des investissements et l'incitation du secteur privé, une commission consultative pour l'aquaculture a été mise en place. Elle assiste le Ministre chargé de l'aquaculture en donnant son avis sur les questions concernant ladite filière. Ils sont désormais 20 membres, constituée de représentants de 22 structures étatiques et d'associations professionnelles qui vont désormais assister le Ministre chargé de l'aquaculture en donnant leur avis sur les plans d'aménagement des ressources aquacoles, la gestion des ressources aquacoles, la mise aux normes des établissements aquacoles, le développement des activités d'aquaculture et l'organisation du secteur, de la transformation et de la commercialisation des produits de l'aquaculture entre autres.

<https://www.sudquotidien.sn/aquaculture-un-levier-strategique-pour-la-souverainete-alimentaire/>

SENEWEB. Crise du fer à béton : Près de 3 000 emplois en péril

L'industrie sénégalaise du fer à béton et des matériaux de construction, un pilier économique majeur, traverse une crise profonde menaçant la survie de nombreux acteurs et près de 3 000 emplois directs. Le secteur est pris en étau entre un ralentissement de la demande locale et une concurrence étrangère féroce. Le ralentissement du bâtiment, combiné à la chute des prix internationaux de l'acier, aurait favorisé l'arrivée massive sur le marché sénégalais de produits importés à très bas coût. Ces matériaux étrangers, parfois jugés de qualité inférieure, sont commercialisés à des prix que les producteurs locaux ne peuvent égaler, un phénomène assimilé à du dumping. Une source interne au secteur explique que cette situation complique l'écoulement des produits nationaux et impacte directement l'emploi des ouvriers et ferrailleurs.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/crise-du-fer-a-beton-pres-de-3-000-emplois-en-peril_n_475474.html

SIKA FINANCE. Sénégal : Légère baisse des prix des matériaux de construction au mois d'octobre

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-legere-baisse-des-prix-des-materiaux-de-construction-au-mois-doctobre_57923

APA NEWS. UA–UE : le 7^e sommet d'Angola réaffirme un partenariat « unique et stratégique »



L'Union Africaine (UA) et l'Union Européenne (UE) ont clôturé, mardi 25 novembre en Angola, leur septième sommet conjoint par la publication d'un communiqué final réaffirmant le caractère « unique et stratégique » de leur partenariat. Les deux blocs, qui célèbrent cette année 25 années de coopération, ont présenté plusieurs engagements destinés à renforcer leur collaboration dans un contexte international marqué par des tensions géopolitiques et des défis économiques croissants. Les deux organisations ont d'abord réitéré leur attachement au multilatéralisme, présenté comme le seul moyen de préserver l'ordre international basé sur des règles. Le président du Conseil européen, Antonio Costa, a mis en garde contre toute remise en cause des frontières reconnues, estimant qu'autoriser une violation « reviendrait à permettre à tous les États d'en faire autant », justifiant ainsi la centralité du multilatéralisme dans les relations UA-UE.

<https://fr.apanews.net/diplomacy/ua-ue-le-7%e1%b5%89-sommet-dangola-reaffirme-un-partenariat-unique-et-strategique/>

LE QUOTIDIEN. Partenariat entre la Berd et le secteur privé africain : Baïdy Agne en discussion avec Odile Renaud-Basso

Le président de Business Africa, l'organisme qui regroupe les organisations patronales africaines, Baïdy Agne, a tenu une réunion de travail avec la présidente de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd), Odile Renaud-Basso, a informé un communiqué. La rencontre a eu lieu hier, lors du Sommet Union africaine-Union européenne à Luanda. Cette rencontre avait pour but de permettre au secteur privé africain de mieux bénéficier des concours financiers et de l'accompagnement technique de la Berd. A cet effet, le communiqué a précisé qu'une présence plus significative de la Berd en Afrique va permettre « de renforcer l'écosystème financier existant pour accroître les investissements du secteur privé africain ; de diversifier les instruments de financements adaptés aux besoins de croissance, d'exportation et de restructuration des entreprises africaines ; de promouvoir des alliances stratégiques de partenariat d'affaires avec le secteur privé européen ; de générer plus de valeur ajoutée dans la coopération économique et financière entre l'Afrique et l'Union européenne ».

<https://lequotidien.sn/parteneriat-entre-la-berd-et-le-secteur-privé-africain-baidy-agne-en-discussion-avec-odile-renaud-basso/>

SUD QUOTIDIEN. Application du tarif extérieur commun dans l'espace CEDEAO : entre harmonisation douanière et distorsions persistantes

Pour harmoniser les politiques douanières des États membres, la CEDEAO a mis en place des mécanismes de traitement préférentiel dont un Tarif Extérieur Commun (TEC). Malgré les nombreux avantages qu'offrent ce dispositif, plusieurs obstacles demeurent notamment son application qui n'est pas encore totalement uniforme dans tous les États membres de la communauté. Dans la perspective de l'intégration économique régionale, l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont instauré des mécanismes de traitement préférentiel dans l'espace communautaire dont un Tarif Extérieur Commun (TEC) visant à harmoniser les politiques douanières. Ces mécanismes visent, entre autres, à faciliter les échanges intra-communautaires, protéger l'industrie locale et renforcer la compétitivité régionale.



<https://www.sudquotidien.sn/application-du-tarif-exterieur-commun-dans-lespace-cedeao-entre-harmonisation-douaniere-et-distorsions-persistantes/>



ACTUALITÉS INTERNATIONALES

AGENCE ECOFIN. La Guinée lance un emprunt obligataire de 172,6 millions \$ pour financer l'économie

L'appel public à l'épargne porte sur une durée de 5 ans, avec un taux d'intérêt annuel de 11%. Ouverte à tous les investisseurs, l'opération intervient alors que le pays prépare son entrée progressive sur les marchés internationaux grâce à sa notation souveraine B+. La Guinée a lancé la semaine dernière, un emprunt obligataire de 1500 milliards GNF (172,6 millions \$). Il vise à « renforcer le financement intérieur et à développer le marché des titres publics », précise le ministère de l'Economie et des Finances. L'opération est émise au pair, c'est-à-dire à sa valeur nominale, et sous forme dématérialisée, conformément aux pratiques appliquées depuis plusieurs années sur le marché guinéen des titres publics. L'emprunt est composé de 300 000 obligations, chacune d'une valeur nominale de 5 millions GNF.

<https://www.agenceecofin.com/actualites-finance/2511-133725-la-guinee-lance-un-emprunt-obligataire-de-172-6-millions-pour-financer-l-economie>

BFMTV. L'économie américaine en très grande forme (avant la guerre commerciale): la croissance vient d'être fortement rehaussée à 3,8% au 2e trimestre

La croissance des Etats-Unis au 2e trimestre a été révisée à la hausse à 3,8% en rythme annualisé, contre 3,3% selon la dernière révision et même 3% initialement. Mais les économistes anticipent un ralentissement d'ici la fin de l'année. Les Etats-Unis ont connu une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 3,8% en rythme annualisé au deuxième trimestre, selon une estimation officielle actualisée jeudi, soit plus que ce qui avait été auparavant calculé, et plus qu'attendu par les marchés. La première estimation du PIB pour la période, publiée fin juillet, faisait état d'une croissance de 3% en rythme annualisé. Elle avait ensuite été révisée à 3,3%. Les marchés ne s'attendaient pas à une nouvelle révision, selon le consensus publié par Trading Economics.

https://www.bfmtv.com/economie/international/l-economie-americaine-en-tres-grande-forme-avant-la-guerre-commerciale-la-croissance-vient-d-etre-fortement-rehaussee-a-3-8-au-2e-trimestre_AD-202509250618.html

FRENCH.CHINA.ORG. L'économie chinoise procède à une modernisation magistrale

Au cours des trois premiers trimestres de 2025, l'économie chinoise a maintenu une performance stable malgré un contexte international complexe et des pressions liées à ses ajustements structurels internes. Selon les données publiées par le Bureau



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

national des statistiques (BNS), le produit intérieur brut (PIB) de la Chine a progressé de 5,2 % en glissement annuel. Ce taux surpasse non seulement celui de la plupart des grandes économies, mais témoigne également de la forte résilience de l'économie chinoise. Les « Perspectives économiques mondiales » de la Banque mondiale, un rapport publié en juin, ont prévu une croissance économique mondiale de 2,3 % en 2025. Face à ce contexte mondial difficile, la performance remarquable de la Chine repose fondamentalement sur un processus profond de « transformation des forces » et de « modernisation systémique ». Il ne s'agit pas d'une simple répétition des modèles passés, mais d'une évolution complète impulsée conjointement par de nouvelles forces productives de qualité, une demande intérieure dynamisée, des politiques macroéconomiques favorables, ainsi qu'une amélioration de la qualité et de l'efficacité du développement.

http://french.china.org.cn/business/txt/2025-11/25/content_118194163.htm

ZONE BOURSE. Au Royaume-Uni, l'équation budgétaire impossible de Rachel Reeves

Un an après un premier choc fiscal de 40 milliards de livres, Rachel Reeves prépare de nouvelles hausses d'impôts pour rétablir les comptes publics. Mais la faible croissance, les doutes sur les prévisions de l'OBR et la nervosité des marchés rendent l'équation particulièrement instable. La ministre britannique des Finances, Rachel Reeves, devrait annoncer mercredi plusieurs dizaines de milliards de livres de hausses d'impôts, dans un budget crucial pour sa crédibilité, autant vis-à-vis des marchés que des parlementaires, qui réclament davantage de dépenses sociales. Un an après avoir imposé 40 milliards de livres de hausses fiscales (les plus importantes depuis les années 1990) Reeves est contrainte de chercher de nouvelles recettes face à la dégradation attendue des perspectives économiques du pays et à l'alourdissement de la dette. "Je ne ramènerai pas la Grande-Bretagne à l'austérité", a-t-elle déclaré en amont, promettant d'aider les ménages, de réduire les délais à l'hôpital et de maîtriser la dette.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/au-royaume-uni-l-equation-budgetaire-impossible-de-rachel-reeves-ce7d5ed2dc89f421>

COURRIER INTERNATIONAL. Inspiré par l'administration Trump, le Japon crée son propre Doge

Le gouvernement de la nouvelle Première ministre japonaise, Sanae Takaichi, a annoncé la création d'une "cellule spéciale pour la révision des subventions et des dérogations fiscales", semblable au "département de l'efficacité gouvernementale", dirigé par Elon Musk jusqu'en mai dernier aux États-Unis, et officiellement dissous ce 24 novembre. "Une politique budgétaire expansionniste et responsable" pour relancer l'économie nippone. C'est le slogan de la nouvelle Première ministre japonaise, Sanae Takaichi, qui table sur un arsenal de mesures d'un coût total de 21 300 milliards de yens (118 milliards d'euros) pour stimuler la croissance, soit une enveloppe supérieure de plus de 40 % au budget débloqué à cet effet par son prédécesseur Shigeru Ishiba.

https://www.courrierinternational.com/article/politique-inspire-par-l-administration-trump-le-japon-cree-son-propre-doge_237800

LES ECHOS. Budget 2026 : la piste d'un « emprunt forcé » des plus riches



Plusieurs amendements socialistes proposent d'instaurer un emprunt obligatoire pour les contribuables les plus fortunés, à hauteur de 5 à 6 milliards d'euros l'an prochain. Matignon refuse l'aspect « forcé » mais ne dit pas non. Une « contribution restituable » est aussi sur la table. Le Sénat va-t-il ressusciter l'emprunt forcé mitterrandien ? Parmi les plus de 1.700 amendements déposés par les sénateurs sur le projet de loi de finances (PLF) 2026, plusieurs amendements socialistes vont proposer, selon nos informations, de contraindre les plus fortunés à faire crédit à l'Etat, en vue de contribuer au redressement budgétaire. Cet emprunt obligatoire des plus fortunés viserait les contribuables dont le revenu imposable dépasse 1 million d'euros et ceux dont le patrimoine net au sens de l'impôt sur la fortune atteint au moins 10 millions d'euros, soit environ 20.000 foyers, selon les auteurs. Cela permettrait à l'Etat d'emprunter à taux zéro environ 5 à 6 milliards d'euros l'an prochain, remboursables à l'horizon 2029. L'Etat ferait ainsi l'économie des intérêts à régler sur cette somme.
<https://www.lesechos.fr/economie-france/budget-fiscalite/budget-2026-la-piste-dun-emprunt-force-des-plus-riches-2200909>

LE MONDE. La véritable austérité viendra après le budget 2026, estime l'Institut Montaigne

Pour tenir ses engagements, la France doit réduire son déficit de 140 milliards d'euros d'ici à 2029, selon le cercle de réflexion libéral. Les efforts sur lesquels se déchirent aujourd'hui les élus ne sont rien à côté de ceux qui attendent le pays, analyse-t-il. Austérité, vous avez dit austérité ? Le mot revient souvent pour attaquer Sébastien Lecornu. La CGT proteste contre « le budget d'austérité du gouvernement ». Force ouvrière s'alarme d'un « déluge d'austérité menaçant les travailleurs ». « L'austérité n'est pas une fatalité », professe l'association altermondialiste Attac. Ceux qui présentent le plan du premier ministre comme une violente cure de rigueur n'ont pourtant rien vu, avertit l'Institut Montaigne dans une note riche et assez alarmiste, publiée mercredi 26 novembre.

https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/11/26/la-veritable-austerite-viendra-apres-le-budget-2026-estime-l-institut-montaigne_6654875_823448.html

RFI. Pourquoi le vieillissement de la population va faire baisser notre niveau de vie

Selon le dernier rapport de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'Europe vieillit à un rythme tel que, sans action rapide, le niveau de vie pourrait reculer dans les prochaines décennies.

Depuis plusieurs décennies, l'Europe vieillit. La pyramide des âges, autrefois en forme de triangle – beaucoup de jeunes à la base, peu de personnes âgées au sommet – ressemble aujourd'hui davantage à une amphore, voire à un tonneau. La population active, celle des 15-64 ans, se réduit tandis que la proportion de seniors augmente rapidement. Selon la BERD, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, si rien ne change, le vieillissement retirera environ 0,36 point de croissance par an d'ici à 2050 dans une large partie de l'Europe.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/aujourd-hui-l-%C3%A9conomie/20251126-pourquoi-le-vieillissement-de-la-population-va-faire-baisser-notre-niveau-de-vie>



